COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

Budget du Québec 2025 : des mesures bien ciblées pour stimuler l'investissement

La modernisation des contrats publics et le maintien des travailleurs étrangers temporaires sont toutefois nécessaires, selon la FCCQ et CCISF

Saguenay, le 26 mars 2025 – La Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et la Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord (CCISF) saluent un budget québécois pro-entreprises qui comprend des programmes et mesures visant à stimuler l'investissement et la productivité. Deux angles morts peuvent compromettre la réalisation de ces projets : les règles désuètes d'octroi de contrats publics et les nouvelles restrictions imposées aux travailleurs étrangers temporaires.

« Dans le contexte d'incertitude liée aux tarifs, la bonification des mesures fiscales aux entreprises envoie un signal que le gouvernement veut inciter les entreprises à investir ici, alors que la majorité des projets sont sur la glace. Mais, si on veut garder les investissements ici, ça prend des opportunités et des travailleurs. Les règles de contrats publics doivent être revues afin que nos entreprises en région aient accès aux 11 milliards de dollars d'investissement dans nos infrastructures. De plus, on doit permettre aux entreprises de garder les travailleurs étrangers temporaires dont elles ont besoin pour faire rouler l'économie », **a affirmé Véronique Proulx, présidente-directrice générale de la FCCQ**.

« Une région comme le Saguenay a besoin d'être propulsée pour soutenir sa diversification et la réalisation de projets d'envergure. Nous remarquons dans le budget 2025-2026 qui possède plusieurs initiatives pour soutenir l'innovation, l'offre touristique et les régions, notamment par le Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2025-2030. Toutefois, sur la question du secteur forestier, il n'y a pas de mesures structurantes pour soutenir l'industrie pour moderniser le régime forestier et intensifier la sylviculture. Il faut continuer de mettre au cœur des priorités le développement économique régional et ses secteurs d'activité clés », **a ajouté Sandra Rossignol, PDG de la CCISF**.

Face à la crise, de l'aide nécessaire pour les entreprises

Plusieurs demandes de la FCCQ et de la CCISF, dont certaines avaient été répétées à de multiples reprises au fil des ans, figurent cette fois dans le budget et sont autant de victoires pour nos entreprises :

- 2,4 G$ pour prolonger la mesure sur l'amortissement accéléré qui permet aux entreprises de réduire la facture fiscale de leurs investissements ;
- 1,6 G$ en liquidités disponibles aux entreprises exportatrices et importatrices directement affectées par les tarifs et contre-tarifs ;
- 300 M$ pour bonifier le nouveau crédit d'impôt à la recherche, l'innovation et la commercialisation (CRIC) qui sera plus accessible, en élargissant notamment les dépenses admissibles et un uniformisant le taux ;
- 195 M$ pour favoriser la diversification des marchés d'exportation ;
- 138 M$ pour appuyer au secteur touristique.

La FCCQ et la CCISF vont également surveiller le nouveau Plan PME dont les détails seront dévoilés ultérieurement : plusieurs de nos entreprises les plus vulnérables face à la crise actuelle sont des PME, notamment dans le secteur manufacturier.

« Nous avons hâte de connaître la forme que prendra le Plan PME 2025-2028 puisque l'optimisation entrepreneuriale, dont l'encadrement des plans de transferts et la réduction de la lourdeur réglementaire, fait partie de nos priorités. Pour les PME régionales, il est crucial d'avoir une approche ciblée qui reflète leur réalité », **a déclaré Mme Rossignol**.

Nous observerons la contribution d'une organisation comme nous dans l'Objectif de fournir davantage de conseils aux PME dans les régions.

Réinvestir dans les infrastructures : donner des opportunités à nos entreprises

Le budget de dépenses présenté par la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, prévoit une nouvelle hausse majeure des investissements en infrastructures. La majorité de cette somme, soit 9 G$, sera consacrée au maintien des actifs, une priorité identifiée par la FCCQ dans son étude *Investir dans notre avenir* publiée à l'automne 2024.

« Réinvestir dans les infrastructures est important et nécessaire, mais la question est de savoir : qui en bénéficiera ? Sans nouvelle mesure forçant enfin les ministères et organismes à utiliser des critères d'achats intelligents, au lieu du plus bas soumissionnaire, on ne favorisera pas le contenu local et les entreprises québécoises innovantes », **a affirmé Véronique Proulx**.

Améliorer la productivité : une urgence pour les entreprises et pour l'État

La simplification et l'élargissement des critères des crédits d'impôt constituaient l'une des recommandations principales du *Livre Bleu sur la productivité*, dévoilé plus tôt ce mois-ci par la FCCQ. Avec l'introduction du nouveau Crédit d'impôt pour la recherche, l'innovation et la commercialisation (CRIC) qui remplace huit crédits existants, le gouvernement répond à cette demande. L'amélioration de la productivité est un enjeu criant : le Québec continue d'accuser un retard important par rapport à ses voisins que sont l'Ontario et les États-Unis.

« Nos entreprises sont exaspérées par les délais de traitement des ministères et des organismes quand elles demandent des permis et des autorisations, et cela affecte leur compétitivité. Les investissements annoncés à Revenu Québec et au ministère de l'Environnement pour accélérer le traitement des dossiers pour les exportateurs et la délivrance des autorisations environnementales marquent un changement de cap. L'administration publique doit améliorer sa productivité pour livrer ses services plus rapidement », **a affirmé Véronique Proulx.**

Plan de retour à l'équilibre budgétaire

La FCCQ et la CCISF reconnaissent la difficulté d'établir un plan de retour à l'équilibre budgétaire dans le contexte actuel. Celui que présente aujourd'hui le ministre des Finances, Éric Girard, repose sur des hypothèses plus optimistes que ce qui aurait été souhaitable, mais il a le mérite d'établir un scénario de référence. La FCCQ et la CCISF suivront de près l'évolution de la situation des finances publiques qui est une priorité pour notre résilience économique.

Rappel des recommandations prébudgétaires de la CCISF

1. Identifier le Saguenay–Lac-Saint-Jean comme grand carrefour industriel du Québec en poursuivant le développement des infrastructures clés.
    a. Identifier le Saguenay–Lac-Saint-Jean comme grand carrefour industriel du Québec en poursuivant le développement des infrastructures clés
    b. Lancer une stratégie régionale sur le transport ferroviaire et la mobilité des matières
    c. Renforcer la connectivité aérienne du Saguenay–Lac-Saint-Jean
    d. Continuer de développer les infrastructures portuaires
    e. Assurer l'essor du transport maritime
2. Assurer l'attribution des blocs énergétiques pour soutenir la diversification économique du Saguenay–Lac-Saint-Jean
3. Mettre en place des incitatifs financiers pour encourager les promoteurs à investir en région
4. Optimiser la régionalisation de l'immigration axée sur le besoin des entreprises
5. Protéger la diversité des programmes de formation dans les établissements d'enseignement dans la région et assurer le financement des infrastructures
6. Alléger les charges administratives des PME
    a. Assurer la pérennité des entreprises en favorisant le repreneuriat et le transfert d'entreprise structuré
7. Dans un contexte d'incertitude géopolitique et économique, agir de façon proactive auprès des PME exportatrices avec des plans de contingence
8. Assurer que les montants nécessaires à la réforme du régime forestier soient au rendez-vous et réserver des fonds significatifs pour intensifier la sylviculture
9. Réinstaurer les crédits d'impôt pour le monde du numérique et supporter les opportunités régionales
10. Assurer la diversification et le maintien de l'offre culturelle en région

<u>À propos de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)</u>

Grâce à son regroupement de 120 chambres de commerce et 1000 entreprises membres, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 40 000 entreprises exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la FCCQ est à la fois une fédération de chambres de commerce et une chambre de commerce provinciale. Ses membres, qu'ils soient chambres ou entreprises, poursuivent tous le même but : favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

<u>À propos de la Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord</u>

La Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-Le Fjord est l'un des plus grands regroupements de gens d'affaires du Québec. Elle s'est donné la mission d'être un acteur incontournable du milieu économique régional en assurant un pôle d'influence favorisant le développement et le maillage des gens d'affaires sur tout le territoire qu'elle dessert.

-30-

Renseignements :

CCISF
Lanie Dufour
418 690-5996
ldufour@catapultecommunication.com

FCCQ
Maxime Bordeleau
Coordonnateur, TACT
819 698-3105
mbordeleau@tactconseil.ca